

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Avec une feuille  
de signatures annexée:  
**Signez maintenant  
le référendum  
«NON aux médias contrôlés»!**

Septembre 2021

**Initiative 99% :  
le retour de la  
lutte des classes**

Page 6



**Covid-19 : rétablir  
les contrôles aux  
frontières**

Page 11



**Résistance contre  
le chantage  
politique de l'UE**

Page 15



## Tous aux urnes !

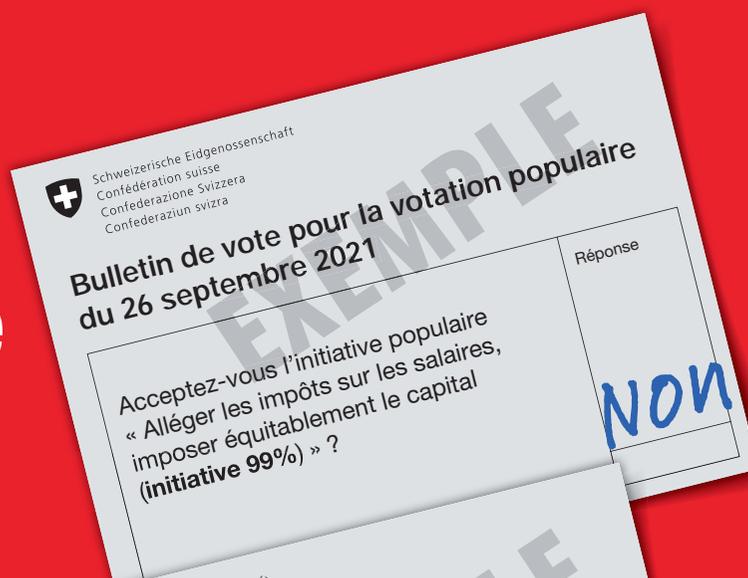
Anéantir les emplois et les PME ?

**NON**

à l'initiative 99% de  
la gauche radicale

Sacrifier les droits de l'enfant ?

**NON** au mariage  
pour tous



# Avec ses initiatives, la gauche détruit la Suisse

**La politique de la Gauche, c'est de prendre l'argent dans la poche des contribuables et de gonfler toujours plus l'État. L'exemple le plus récent est l'initiative 99 % des Jeunes socialistes. La lutte de l'UDC contre cette politique parasitaire néfaste est lancée.**

Tout d'abord, une bonne nouvelle : lors de l'assemblée des délégués du 21 août dans le beau canton de Fribourg, nous avons enfin pu nous retrouver physiquement, nous saluer personnellement. Même si les grands médias étaient dans le déni : la grande famille UDC a visiblement apprécié de serrer des mains et de se parler face à face. La démocratie se nourrit de ces rencontres directes, de l'échange entre la base, la direction du parti et les représentants du peuple.

Ce fut aussi une déclaration claire : les délégués ont clamé leur NON au projet de loi Covid, sur lequel nous voterons le 28 novembre. Grâce aux efforts de notre ministre des finances Ueli Maurer, les entreprises lésées ont reçu une aide rapide. Mais il est temps de revenir à la normalité. Des concepts de protection d'accord, mais uniquement là où ils sont nécessaires. Nous sommes favorables à un certificat Covid que nous pourrions

utiliser, par exemple, lors d'un voyage à l'étranger. Mais le certificat ne doit pas être utilisé à des fins politiques pour discriminer et stigmatiser des personnes en Suisse. C'est pourquoi l'UDC soutient le deuxième référendum Covid.

En plus du "NON" au "Mariage pour tous", les délégués ont rejeté l'initiative d'extrême gauche des 99%. La proposition des Jeunes socialistes est dangereuse : elle dépouille les entreprises et les start-ups, nuit à l'économie et met en danger l'emploi. Avec ce type d'initiative, la gauche détruit la Suisse !

De plus en plus de prélèvements et de taxes, de plus en plus de règlements et d'interdictions : c'est typique de la politique parasitaire de gauche. Lorsqu'il s'agit de vider les poches des citoyens, ce sont de véritables champions du monde. Un seul exemple : comme si le non à la loi sur le CO2 n'avait pas suffi, ils sont déjà en train de concocter en ca-

timini une augmentation du prix de l'essence. L'UDC sera là pour contrer cette nouvelle arnaque !

Nous combattons la politique parasitaire de la gauche à tous les niveaux. Ce qui nous attend si nous n'arrêtons pas cette folie auto-destructrice est bien visible dans les villes gouvernées par la gauche et les verts. Ce sont des laboratoires de moralisme et de pillage de la classe moyenne.

Je vous remercie de votre engagement contre les pilliers de richesse de gauche et pour une Suisse de citoyens libres et responsables !



**Marco Chiesa**  
Conseiller aux Etats et président  
de l'UDC Suisse



# Les médias sous la coupe des politiciens ?

Selon la décision du Conseil fédéral et du Parlement, 178 millions de francs suisses issus des impôts seront versés chaque année à la presse. Ce montant s'ajoute aux redevances actuelles et s'élèvent au total à plus d'un milliard de francs d'argent public pour subventionner les médias.



par Michaël Buffat  
Conseiller national  
Vuarrens (VD)

Avec un "paquet de mesures", les médias seront donc directement "soutenus", à moins que le souverain ne s'y oppose dans les urnes grâce au référendum actuellement en cours de récolte. Ce soutien politique repose sur une erreur de jugement quant au rôle des médias et quant à la nature de l'économie de marché.



Au total, les médias privés coûtent chaque année environ 400 millions de francs aux contribuables. Avec les redevances de la SSR en plus, cela fait un montant colossal de 1,7 milliard par an !

En effet, il n'est pas admissible que les médias soient une branche économique privilégiée qui peut bénéficier de subventions lorsque les consommateurs disparaissent. De plus, il ne faut pas que la presse soit mise en laisse par les politiciens mais qu'elle reste indépendante afin de pouvoir exercer sa critique de l'exercice du pouvoir ! La presse trahirait-elle sa fon-

ction démocratique sacrée contre quelque argent avec la promesse d'une rente de situation ? Sous les belles formules telles que "amélioration des conditions cadres", "renforcement de la diversité de l'offre dans les régions" et "maintien de l'indépendance" on tente d'acheter les médias !

## La gauche est à la manœuvre pour contrôler les médias

Sous la direction de la ministre des médias Simonetta Sommaruga (PS), un projet a été élaboré sous la forme d'une loi sur la promotion des médias qui profite principalement aux offres en ligne qui tendent à être de gauche. C'est bien connu, le bonheur des uns fait le mal-

heur des autres. Ainsi, la promotion des gros éditeurs tels que Tamedia ou Ringier qui inondent le marché romand signifiera la discrimination de tous les autres.

## Enrichir les magnats des médias ?

De fait, ce sont principalement les éditeurs à fort tirage qui

bénéficieront des subventions prévues pour les médias. Au cours des dernières décennies, les magnats des médias ont impitoyablement racheté les petits journaux régionaux, toujours en se référant à l'économie de marché. La honte n'étouffe donc pas ces grands groupes de presse qui espèrent désormais une subvention étatique.

Pour nous, en tant que contribuables et consommateurs d'informations, il est interpellant que tant d'argent public disparaisse à l'avenir dans les poches de ces grands éditeurs. Il va sans dire que personne ne rechigne à s'emparer de l'argent public quand il s'offre à lui, c'est d'autant plus vrai que la plupart des journalistes sont déjà à gauche. Et la plupart des éditeurs, compte tenu de l'ouverture des caisses de l'État, sont plus que disposés à le devenir.



## Signez le référendum maintenant !

La collecte des signatures pour le référendum contre la loi sur le subventionnement des médias sera échu le 30 septembre. Par conséquent, signez et renvoyez de suite la feuille jointe à "Franc-Parler" !

Attention : Seuls les citoyens d'une même commune peuvent signer sur une même feuille.

# La gauche des villes, le caviar et les parasites

A l'exemple de la guerre du Sonderbund ou de la péréquation intercantonale, les tensions villes - campagnes sont une constante de l'histoire suisse. Il en résulte un équilibre national toujours délicat, que l'arrogance des villes de gauche est en train de faire voler en éclat.



par Yves Nidegger  
Conseiller national  
Genève (GE)

Marco Chiesa a raison d'en avoir fait le thème de son discours de politique intérieure du 1er août 2021 : autrefois du côté des travailleurs, la gauche suisse est passée du côté des parasites. Non contente de racoler l'électeur à coup de promesses délirantes tout en surprotégeant la fonction publique pléthorique qui a remplacé son ancien électorat populaire, la gauche mène dans les villes une politique sociale et fiscale qui incite tout un chacun à vivre en parasite. A Genève et autres grandes villes de gauche, les barèmes d'imposition et d'aide sociale donnent l'impression d'avoir été conçus pour inciter les gens à moins travailler et à plus dépendre des autres : dès que vous faites un effort, on vous retire vos aides et on augmente vos impôts. L'Etat montre même l'exemple en parasitant les contribuables et en gaspillant les impôts par des politiques obscures tout en s'endettant plus que de raison.

Si la gauche urbaine en est venue à mépriser le travail suisse c'est qu'elle considère, à tort, que tout peut être importé de l'étranger : la gauche caviar des villes s'est mise à décourager activement les activités de production et à favoriser les activités de seule distribution et consommation, sanctifiées par le tri des déchets. Elle favorise les contrôleurs et autres fonctionnaires, persécute entrepreneurs, organise des bouchons pour empêcher les travailleurs de se déplacer, multiplie le nombre des assistants sociaux, diminue celui des travailleurs. Les communes campagnardes ont une gestion plus stricte et plus responsable des finances, elles valorisent l'autonomie, le travail et le pouvoir d'achat, elles ne

subventionnent pas tout et n'importe quoi. Le clivage ville-campagnes est aujourd'hui un marqueur clair entre les conservateurs qui souhaitent changer ce qui ne va pas et conserver ce qui marche, les progressistes qui veulent changer pour changer, et des progressistes de gauche qui veulent changer ce qui marche.

Les exemples ne manquent pas : l'initiative 99%, qui propose de surtaxer à 150% les revenus issus de l'entreprise ne vise rien de moins qu'à chasser les entrepreneurs de Suisse. La loi CO2, qui proposait de surtaxer les déplacements, ne visait rien de moins qu'à vous décourager d'aller travailler. Les interdictions agricoles (pesticides et eau potable)

ne visaient rien de moins qu'à pousser les paysans suisses à la faillite. La libre circulation et les appels à plus d'immigration ne visent rien de moins qu'à augmenter le nombre des assistés et de leurs assistants. Les villes sucent leurs campagnes en leur faisant financer par l'impôt des infrastructures concentrées en milieu urbain et les citadins en tram donnent ensuite des leçons de savoir-vivre et de savoir cultiver à ceux qui les nourrissent. Il est temps de bouter la gauche caviar hors de la politique suisse. Et ce sont les électeurs des campagnes qui le feront.

**Prospérité suisse**

**Jeunesse socialiste**

**Anéantir les PME et les emplois ?**

**NON**  
à l'initiative 99%  
de la gauche radicale

**UDC** QUALITÉ SUISSE  
Pour une Suisse forte

# En tant qu'entrepreneure, je dis clairement NON à l'initiative 99% !

L'initiative de 99% de la Jeunesse socialiste met en danger des investissements importants et nécessaires dans les entreprises suisses.

par Stephanie Heimgartner, conseillère nationale, Baden (AG)

En tant que propriétaire d'une entreprise de transport dans le secteur de la construction, je suis confrontée quotidiennement à la question des inves-

cela entraînera une pénurie de ressources financières disponibles pour les entreprises. Pour investir dans les différentes activités commerciales, les entreprises fa-

trouver de nouvelles modalités de succession. 92 % de ces transferts sont effectués à titre onéreux, car les entrepreneurs doivent financer leurs futurs moyens de subsistance en tout ou en partie grâce au produit de leurs ventes.

En raison de la nouvelle taxe sur les gains en capital, les revenus des entreprises diminuent. En conséquence, les prix de vente doivent être augmentés pour que les entrepreneurs puissent financer leur retraite. Cela signifie que la génération suivante doit payer un prix d'achat plus élevé, pour lequel elle a besoin d'un prêt supplémentaire. Dans la plupart des cas, ce prêt est financé par l'entreprise, ce qui entraîne une sortie de fonds et/ou un endettement plus important de cette dernière. Cela n'affaiblit pas seulement l'entreprise, mais rend également la Suisse moins attrayante en tant que site économique.

**Après la crise Covid, l'État ne doit pas imposer de nouvelles charges aux entreprises**

Nous vivons actuellement l'une des plus grandes crises économiques depuis la Seconde Guerre mondiale. Il est donc particulièrement important pour les entreprises de retrouver la normalité et de pouvoir stabiliser à nouveau leurs pertes financières. Avec l'adoption de cette initiative inqualifiable, une reprise économique rapide ne serait pas possible et les investissements ainsi que les emplois seraient en danger.

Pour nos entreprises et donc pour l'emploi en Suisse, nous disons fermement NON à l'initiative populaire "Libérer les salaires, imposer équitablement le capital" du 26 septembre !



Stefanie Heimgartner, conseillère nationale du canton d'Argovie, est également cheffe d'entreprise et propriétaire d'une société de transport dans le secteur de la construction. L'initiative 99% menace des milliers de PME suisses comme celle de Stefanie Heimgartner et donc les emplois qui vont avec.

tissements dans notre entreprise. Pour répondre aux exigences des pouvoirs publics et ne pas tomber dans la catégorie la plus chère de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP), les entreprises de transport doivent constamment investir dans des véhicules et des machines neufs et à la pointe de la technologie. Pour pouvoir réaliser des investissements et des achats aussi importants, l'entreprise a besoin de capitaux. L'initiative 99% entraîne une charge supplémentaire considérable pour les entreprises en termes de fiscalité. Si les revenus du capital sont plus lourdement taxés,

miliales et les start-ups en particulier sont fortement tributaires d'actifs solides.

**Les processus de succession dans les entreprises familiales deviennent aujourd'hui plus difficiles et la Suisse perd ainsi de son attrait en tant que lieu d'implantation.**

90% de toutes les entreprises en Suisse sont des entreprises familiales. Nous parlons ici d'environ 300 000 entreprises, qui fournissent ensemble environ 3,2 millions d'emplois. Une grande partie de ces entreprises sont dirigées par les générations successives, et il faut sans cesse

# Non à l'initiative 99%

Le 26 septembre, nous voterons sur l'initiative 99%. Les partisans de la gauche et des verts font de la publicité sur leur site web pour davantage de «justice», pour un «avenir plus féministe» ou encore pour «renforcer la démocratie». Avec en prime une rhétorique fleurant bon la lutte des classes.



par Ueli Maurer  
Conseiller fédéral  
Wernetshausen (ZH)

Contrairement à ce qu'affirment les partisans de l'initiative, il ne s'agit pas de la population laborieuse, des femmes, de la classe moyenne ou encore de sécurité sociale qui est concernée. Il s'agit en effet plutôt d'économie et de société, qu'ils entendent modeler selon leur politique gauche-verte.

Ils savent pourtant bien que le socialisme ne peut pas obtenir la majorité en Suisse. Seule une minorité de Suissesses et de Suisses pensent qu'une RDA dans un panorama alpin serait une alternative séduisante à notre qualité de vie élevée, à notre prospérité et à notre liberté.

Les initiants attisent donc les flammes: envie, jalousie, convoitise. Polémique contre les «super-riches». C'est leur façon d'avancer masqués: ce qu'ils veulent en fin de compte avec cette initiative, c'est frapper l'économie en plein cœur.

Si l'on suit la logique gauche-verte, les exigences de l'initiative 99% coulent de source:

Celle-ci exige une imposition plus élevée sur les revenus du capital (soit par exemple les intérêts, les dividendes et les revenus provenant de locations) à partir d'un certain montant (que le Parlement devrait fixer): pour chaque franc au-dessus de cette limite, on serait donc imposé comme s'il s'agissait de 1,50 franc. Ce ne serait rien de moins qu'une pénalité fiscale pour les épargnants et les investisseurs.

Il s'agit de supprimer ainsi l'incitation à constituer une épargne et donc un capital. Mais le capital est nécessaire pour créer de nouvelles entreprises, pour financer des innovations, pour devenir plus productifs. Mais aussi pour créer de nouveaux emplois, pour que l'on puisse suivre les progrès qui filent à la vitesse V et rester compétitifs au niveau international.

Les investissements sont le carburant du moteur économique. Il nous faut une économie florissante si nous voulons conserver notre prospérité. Nous avons donc besoin de plus d'incitations à inves-

tée: des entreprises quitteront la Suisse, les capitaux migreront. Nous perdrons des emplois et donc des recettes fiscales. La part de la population qui a les revenus les plus élevés paie déjà environ 40% de l'impôt fédéral direct. Alors, un mot à toutes celles et ceux qui veulent «taper» les «super-riches»: si les charges deviennent trop lourdes, nous ferons fuir les meilleurs contribuables à l'étranger, nous tuons la poule aux œufs d'or.

Et c'est la classe moyenne qui devra alors payer pour ces pertes fiscales. Par ici la facture!



Outre le Conseil fédéral, le Conseil national a également clairement rejeté l'initiative de 99% par 128 voix contre 66 et le Conseil des Etats par 31 voix contre 13.

tir, et non pas moins. Et ceci est encore plus vrai dans la crise que nous traversons actuellement. Seule une économie dynamique nous permettra de nous en sortir rapidement.

On sait en revanche parfaitement ce qui se passerait si l'initiative était accep-

Voilà ce que visent les milieux gauches-verts. Affaiblir l'économie privée et renforcer la répartition des richesses en faveur de leur clientèle, qui vit une idylle financée par la dette dans quelques centres urbains. Celles et ceux qui veulent toutefois une Suisse prospère avec une classe moyenne forte refuseront cette initiative.

# Quand le droit d'avoir un enfant prime sur le droit des enfants

Sous le simple titre **Mariage pour tous**, c'est un sujet bien plus sérieux qui se propose à nous le 26 septembre. La question dépasse largement les notions d'égalité, de capacité d'aimer ou de jugement moral. Ce sont les droits de l'enfant et la prudence relative à l'adoption que l'on envisage de bafouer.



par **Lucie Rochat**  
Présidente Femmes  
UDC, Le Sentier (VD)

Aujourd'hui les enfants et leurs droits sont protégés par diverses mesures, dont :

- l'obligation pour tout couple qui désire adopter de rester au plus près de ce qu'aurait été le contexte naturel de l'enfant. Il n'est ainsi pas possible aujourd'hui d'adopter un enfant avec lequel il y aurait plus de 45 ans de différence d'âge, et ce quelles que soient la capacité d'aimer et les capacités éducatives du couple (art. 264d CC) ;
- la nécessité pour tout couple d'avoir de sérieuses raisons d'accéder à la PMA, soit la stérilité, soit le fait d'être porteur de maladies génétiquement transmissibles (art. 119 Cst) ;
- la subordination des intérêts et souhaits des parents aux intérêts de l'enfant.

Le but de ces règlements est de protéger les enfants, de respecter leurs droits et leur dignité en empêchant tout génie génétique ou commerce d'enfant. Tout simplement parce que, quelle que soit notre capacité d'aimer, une extrême prudence est de rigueur lorsqu'il s'agit d'adopter ou de mettre au monde de manière extraordinaire un enfant. Et tous les couples, hétéros ou homosexuels, s'y sont astreints jusqu'ici afin de préserver l'intérêt supérieur de l'enfant. **Parce qu'on ne fait pas d'expérience sociale sur des enfants** ; encore moins sur des enfants qui ont souffert d'abandon.

Or aujourd'hui, le droit d'avoir un enfant doit primer sur les droits de l'enfant, nous dit-on.

Pour favoriser un pourcentage extrêmement faible de couples concernés (on compte 0,18% de partenariats enregistrés contre 99,82% de mariages, et parmi eux, tous ne sont pas homosexuels ; de plus, les mesures ci-dessous ne concernent que les couples de femmes en désir d'enfant et assez aisées pour pouvoir engager des procédures d'adoption ou de PMA) :

- l'enfant doit perdre toute possibilité légale d'avoir un père, et même de connaître son ascendance jusqu'à sa majorité. Il ne s'agit rien de moins ici que d'une atteinte légale à la personnalité de l'enfant et d'une limitation du rôle du père à celui de matériel humain utilisable pour répondre au désir d'autres personnes ;

- la nécessité en cas d'adoption de créer un contexte d'accueil de l'enfant qui reste au plus près de ce qu'il aurait pu connaître doit être supprimée, avec le simple argument du « ça ira très bien ! » ;
- l'accès à la PMA doit être autorisé même sans raison de santé ;
- la notion de père elle-même doit disparaître de notre code civil pour être remplacée par le terme de « autre parent ». Ceci alors que la notion de paternité est compatible avec le vécu de plus de 99,8% de notre population, et que la notion de maternité reste intacte.

Si être homosexuel ne mérite pas d'être discriminé, cela ne mérite pas pour autant des avantages que le peuple suisse a toujours refusé même aux couples hétérosexuels. Ne bafouons pas les droits des enfants par volonté d'avantager la minorité en vogue du jour.



**Les droits et la protection des enfants sont au cœur du vote sur le mariage pour tous. Le droit de l'affiliation, qui permet à chaque enfant de connaître sa descendance, sera violé si la loi est adoptée. C'est pourquoi l'UDC la rejette.**



# UDC proche de vous

Rendez-vous à un forum parlementaire et rencontrez nos parlementaires fédéraux en personne :



## Canton d'Argovie



Conseillère nationale Martina Bircher  
**04.10.2021; 19:30**  
Hotel Zofingen, Zofingen



Conseiller national Andreas Glarner  
**Pas de rencontre**



Conseiller aux Etats Hansjörg Knecht  
**04.10.2021; 19:30**  
Hotel Zofingen, Zofingen



Conseiller national Thomas Burgherr  
**04.10.2021; 19:30**  
Hotel Zofingen, Zofingen



Conseillère nationale Stefanie Heimgartner  
**Pas de rencontre**



Conseiller national B. Giezendanner  
**02.10.2021; 11:00**  
Gasthof Adler, Birmernstorf



Conseiller national Alois Huber  
**02.10.2021; 11:00**  
Gasthof Adler, Birmernstorf



## Canton d'Appenzell R. Ext.



Conseiller national David Zuberbühler  
**Pas de rencontre**



## Canton de Fribourg



Conseiller national Pierre-André Page  
**Pas de rencontre**



## Canton de Berne



Conseiller national Andreas Aebi  
**16.09.2021; 20:00**  
Markthalle, Burgdorf



Conseiller national Lars Guggisberg  
**28.09.2021; 19:30**  
Tellsaal, Ostermundigen



Conseiller national Andres Gafner  
**Pas de rencontre**



Conseiller national Erich Hess  
**19.09.2021; 09:30** - Bauernhaus  
Biengut, Bernstrasse 77, Bern-Bümpliz  
**27.09.2021; 17:30** - Restaurant Klee-  
feld, Mädergutstrasse 5, Bern-Bümpliz



Conseiller aux Etats Werner Salzmann  
**30.09.2021; 20:00**  
Landgasthof Bad Gutenberg,  
Huttwilstrasse 108, Lotzwil



Conseillère nationale N. Umbricht Pieren  
**30.09.2021; 20:00**  
Landgasthof Bad Gutenberg,  
Huttwilstrasse 108, Lotzwil



Conseillère nationale Andrea Geissbühler  
**28.09.2021; 19:30**  
Tellsaal, Ostermundigen



Conseiller national Albert Rösti  
**18.10.2021; 20:00**  
Höchhus, Steffisburg



Conseiller national Erich von Siebenthal  
**Anlass im Oktober geplant.**  
**Durchführungsort noch unbekannt**



## Canton de Bâle-Campagne



Conseiller national Thomas de Courten  
**28.09.2021; 19:30**  
Kultur und Sportzentrum,  
Oberemattstrasse 13, Pratteln



## Canton de Lucerne



Conseillère nationale Yvette Estermann  
**02.10.2021; 11:00**  
Treffpunkt: Vor dem Eingang,  
Rathaus Luzern



## Canton de Genève



Conseillère nationale Céline Amaudruz  
**Pas de rencontre**



Conseillère nationale Sandra Sollberger  
**28.09.2021; 19:30**  
Kultur und Sportzentrum,  
Oberemattstrasse 13, Pratteln



Conseiller national Franz Grüter  
**07.10.2021; 19:30**  
Restaurant Casa Listrig,  
Hinter-Listrig, Emmen



Conseiller national Yves Nidegger  
**Pas de rencontre**



## Canton de Nidwald



Conseiller national Peter Keller  
**02.10.2021; 09:30**  
Hotel Engel, Stans



## Canton d'Obwald



Conseillère nationale Monika Rüeeggler  
**Pas de rencontre**



## Canton des Grisons



Conseillère nationale M. Martullo-Blocher  
**02.10.2021; 09:00** - Optimo Group,  
Franz-Burckhardt-Strasse 11, Win-  
terthur (ZH) / **03.10.2021; 09:30** -  
Turnhalle, Seewis Dorf (GR)


**Canton de Soleure**


Conseiller national Christian Imark  
**25.09.2021; 14:00**  
SVP-Stand an der HESO in Solothurn



Conseiller national Walter Wobmann  
**01.10.2021; 18:00**  
SVP-Stand an der HESO in Solothurn


**Canton de Schaffhouse**


Conseiller aux Etats Hannes Germann  
**Pas de rencontre**



Conseiller national Thomas Hurter  
**Pas de rencontre**


**Canton de Schwyz**


Conseiller national Marcel Dettling  
**01.10.2021; 19:30**  
Restaurant Seeburg,  
Küssnacht am Rigi



Conseiller aux Etats Alex Kuprecht  
**Pas de rencontre**



Conseiller national Pirmin Schwander  
**Pas de rencontre**


**Canton du Tessin**


Conseiller aux Etats Marco Chiesa  
**06.10.2021; 19:00**  
Bar Ul Nin da San Sir,  
Viganello-Lugano



Conseiller national Piero Marchesi  
**06.10.2021; 19:00**  
Bar Ul Nin da San Sir,  
Viganello-Lugano


**Canton de Vaud**


Conseiller national Michaël Buffat  
**05.10.2021; 20:00**  
Vallée de Joux



Conseiller national Jean-Pierre Grin  
**05.10.2021; 20:00**  
Vallée de Joux



Conseiller national Jacques Nicolet  
**05.10.2021; 20:00**  
Vallée de Joux


**Canton de St-Gall**


Conseillère nationale Esther Friedli  
**02.10.2021; 10:00**  
Landgasthaus Sonne, Haus der Freiheit,  
Wintersberg, Ebnat-Kappel



Conseiller national Roland Rino Büchel  
**03.10.2021; 10:00**  
Stand (SVP Oberriet) an der Kilbi in  
Oberriet (SG)



Conseiller national Mike Egger  
**Pas de rencontre**



Conseiller national Lukas Reimann  
**Pas de rencontre**


**Canton de Thurgovie**


Conseillère nationale Diana Gutjahr  
**12.10.2021; 19:00**  
Moser Stalleinrichtungen AG,  
Fuchsbühlstrasse 12, Amriswil



Conseillère nationale V. Herzog-Schläpfer  
**Pas de rencontre**



Conseiller aux Etats Jakob Stark  
**12.10.2021; 19:00**  
Moser Stalleinrichtungen AG,  
Fuchsbühlstrasse 12, Amriswil



Conseiller national Manuel Strupler  
**12.10.2021; 19:00**  
Moser Stalleinrichtungen AG,  
Fuchsbühlstrasse 12, Amriswil


**Canton du Valais**


Conseiller national Jean-Luc Addor  
**Pas de rencontre**



Conseiller national Michaël Graber  
**Pas de rencontre**



**Canton de Zoug**


Conseiller national Thomas Aeschi  
**05.10.2021; 19:30**  
Lorzensaal, Dorfplatz 3, Cham


**Canton de Zurich**


Conseiller national Martin Haab  
**29.10.2021; 19:00**  
Moser Stalleinrichtungen AG,  
Wettswil am Albis



Conseiller national Alfred Heer  
**04.10.2021; 18:00**  
Vasco's Bar, Bäckerstrasse 20, Zürich



Conseiller national Roger Köppel  
**09.09.2021; 19:00**  
Gasthof Ochsen, Dorfstrasse 25,  
Küssnacht



Conseiller national Thomas Matter  
**10.09.2021; 18:30**  
Landgasthof Krone, SVP-Herbstparty  
in Russikon



Conseillère nationale Therese Schläpfer  
**05.10.2021; 19:00**  
Restaurant Frohe Aussicht, Häuslenen



Conseillère nationale Barbara Steinemann  
**Pas de rencontre**



Conseiller national Mauro Tuena  
**Pas de rencontre**



Conseiller national Hans-Ueli Vogt  
**Pas de rencontre**



Conseiller national Bruno Walliser  
**09.09.2021; 18:00**  
Hofladen Wiederkehr,  
Greifenseestrasse 8, Schwerzenbach



Conseiller national Gregor Rutz  
**28.08.2021; 11:00** - Weid 9, Zumikon/  
**06.09.2021; 18:30** - Sonnengartens-  
trasse 45, Zollikerberg / **10.09.2021;**  
**18:00** - Haus der Freiheit, Ebnat-Kappel  
(SG)/ **02.10.2021; 10:00** - Dorfplatz,  
Alte Landstrasse, Zollikon

# Islam et islamisme en Suisse, notre droit face à la charia

**Avec l'augmentation du nombre de musulmans en Suisse, les revendications communautaristes sont devenues de plus en plus pressantes. Deux notions s'opposent, l'acceptation au nom de l'intégration et le rejet au nom du droit. Face à la stratégie victimaire mise en œuvre par les islamistes, nous devons tenir bon.**



par Céline Amaudruz  
Conseillère nationale  
Vice-présidente UDC  
Suisse, Genève (GE)

Notre pays doit relever le défi que pose l'Islam, à savoir intégrer les musulmans dans la société. L'exercice est délicat, les intéressés étant soumis à un double impératif. Il leur faut à la fois partager les fondements du vivre-ensemble et se montrer bons musulmans au sens où l'entendent les islamistes. Ces deux visions sont inconciliables, l'une doit l'emporter sur l'autre. Travaillés par des extrémistes volontiers membres des Frères musulmans, les croyants s'estiment discriminés car ils n'obtiennent pas toujours gain de cause dans leurs revendications. Il n'en est rien. Nous avons des valeurs qui ne sauraient être relativisées, notamment au sujet de la femme. Cette dernière est vue par les islamistes comme un être humain de seconde zone sur lequel l'homme a toute autorité. On veut la cacher sous la burqa, on exige des horaires spécifiques dans les piscines, on ne la laisse pas évoluer en société, bref, le catalogue des vexations qu'on impose au beau sexe au nom de l'Islam est long comme un jour sans pain. Exiger ce genre de pratique, c'est s'exclure soi-même de notre société. Il n'est pas stigmatisé, celui qui choisit de s'exonérer des règles communes, il assume sa décision. Nous ne devons en aucun cas tomber dans le piège et céder aux larmoyantes revendications de ceux qui rejettent notre mode de vie. Dès lors qu'un islamiste estime ne pas être en mesure de vivre sa foi comme

il l'entend chez nous, la cohérence lui dicte d'aller prier sous des cieux plus cléments. Transiger, c'est trahir.

## Expulser sans hésiter les prêcheurs de haine

Pour maintenir la concorde, il y a lieu d'être particulièrement attentifs aux prêcheurs de haine. Ces imams souvent d'origine étrangère incitent les fidèles à

l'ensemble du panier. Il faut donc veiller à leur retirer toute audience, par l'expulsion notamment dès lors qu'ils sont venus d'ailleurs et par la fermeture des mosquées qui les accueillent. Lorsque les extrémistes auront été réduits au silence, nous pourrions enfin avoir des rapports apaisés avec la communauté musulmane dont l'immense majorité souhaite simplement pratiquer sa foi dans le cadre



**La Suisse, comme toutes les autres démocraties européennes, est confrontée au défi posé par l'intégration des musulmans. Ces derniers doivent se soumettre aux lois de notre pays alors que nombre d'entre elles entrent en opposition avec les us et coutumes de l'Islam. L'UDC constate que les autres partis ne prennent pas la mesure des défis.**

s'imposer par une violence légitime dès lors qu'elle est au service du Prophète. Leurs discours portent. On a pu le voir avec les attentats de Morges et Lugano l'automne dernier ou lors du départ de djihadistes suisses désireux d'aller combattre en Syrie ou en Irak. Ces agitateurs religieux ne sont pas nombreux mais comme le fruit pourri, ils contaminent

que la Suisse offre. Il est regrettable que cette majorité silencieuse ne puisse se faire entendre, les islamistes veillant à la faire taire pour passer comme les seuls interlocuteurs représentatifs de l'Islam en Suisse. En attendant, nous devons rester fermes. Nos valeurs sont attaquées. Nous pourrions les perdre faute de les avoir défendues.

# Il faut des contrôles aux frontières et de nouvelles quarantaines strictes

**L'OFSP, les cantons et les médias paniquent et veulent exclure les non-vaccinés de la vie sociale. Nous ne devons pas le permettre ! Au lieu de diviser la société, la lutte contre la pandémie du corona nécessite des mesures à nos frontières et le renforcement de la responsabilité personnelle.**



par Esther Friedli  
Conseillère nationale  
Ebnat-Kappel (SG)

Le conseiller fédéral Alain Berset a annoncé au printemps que la phase de normalisation commencerait par la levée des mesures de protection du corona dès que toutes les personnes disposées à se faire vacciner en Suisse l'auraient été. C'est désormais le cas. Tous ceux qui voulaient être vaccinés contre le Covid-19 pouvaient le faire. Dans ce contexte, le Conseil fédéral a entamé la phase dite de normalisation à la mi-août. Mais ceux qui pensaient que la levée des mesures obligatoires y serait liée se trompent. Le Conseil fédéral s'en tient à toutes ses mesures et veut même les renforcer à peine quelques semaines plus tard. L'OFSP, la Task Force Covid, certains cantons et les médias montent à nouveau au créneau. Car, de leur point de vue, il faut convaincre davantage de personnes de se faire vacciner. Mais au lieu de le faire par l'information et une offre de vaccination plus large et plus mobile, ils veulent obliger les citoyens à se faire vacciner sur le dos des restaurants, des centres de fitness et des installations de loisirs. Ils veulent rendre l'accès à la détente et aux loisirs des gens plus difficile pour les forcer à se faire vacciner et répondre ainsi à l'obsession de nos instances dirigeantes : vacciné, guéri, testé ! Il s'agit là d'une vaccination obligatoire qui ne veut pas dire son nom. Parce qu'entre nous: qui veut se faire tester pour boire un café au café du coin ? Le Conseil fédéral ne fait que diviser la société et introduire une société à deux classes : ceux qui ont le fameux certificat peuvent dégus-

ter leur café à l'intérieur, ceux qui n'en ont pas doivent rester dehors. Et ce que l'État ne veut pas exécuter aux frontières, nous autres, restaurateurs, sommes maintenant censés le faire pour eux dans nos propres établissements. Nous devons ainsi jouer les gendarmes auxiliaires de l'État.

Une telle politique est inacceptable ! Avec l'extension de l'obligation du certificat, le Conseil fédéral et les cantons détournent l'attention de leurs propres égarements et de leurs incapacités. En ce

fédéral a levé pratiquement toutes les quarantaines. La moitié des Suisses se sont déplacés à l'étranger. Avec des conséquences désastreuses : la majorité des patients atteints par le virus du corona dans les hôpitaux et surtout dans les unités de soins intensifs sont des rapatriés de vacances, principalement originaires des Balkans. Cela démontre clairement que le Conseil fédéral doit commencer par un contrôle strict aux frontières au lieu d'accabler une fois de plus la restauration locale. Toute per-



**Alors que la stratégie du Conseil fédéral crée une multitude de restrictions inutiles à l'intérieur du pays, l'UDC demande un renforcement des contrôles aux frontières et des quarantaines de voyages. Les frontières du pays sont ouvertes et la maladie se propage rapidement.**

sens, ils n'ont rien appris de l'année dernière. Depuis le début de la pandémie, il est apparu clairement qu'il est important de prendre des mesures strictes en matière de contrôle des frontières et de réglementation des entrées, et que le traçage des contacts doit fonctionner. Or, avant les vacances d'été, le Conseil

provenant de zones à risque doit être mise en quarantaine. Et les cantons sont également appelés à faire face à leurs obligations en matière de politique de santé. Il est inacceptable que les PME suisses doivent à nouveau faire les frais de cette soupe à la grimace mal mijotée par nos autorités.

# Grande sympathie pour le référendum sur le COVID-19

Réunis le 21 août 2021 en assemblée au Forum Fribourg, les délégués de l'UDC Suisse ont arrêté les mots d'ordre du parti en vue des prochaines votations fédérales. Ils disent clairement **NON** au deuxième vote de cette année sur la loi Covid-19 le 28 novembre. Le mot d'ordre **NON** a également été adopté sur l'initiative de 99% et le « mariage pour tous » en vue des votations fédérales du 26 septembre.



La veille de l'Assemblée des délégués, les membres du Comité du parti - dont le président de la Confédération Guy Parmelin et le conseiller fédéral Ueli Maurer - ont partagé le verre de l'amitié avec la population en ville de Fribourg.

Quelque 300 délégués et invités de l'UDC Suisse se sont réunis pour l'assemblée du parti à Granges-Paccot (FR). Ils ont suivi la recommandation du comité du parti et ont décidé un triple NON.

## Loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie du Covid-19 (Loi Covid-19)

« Grâce à l'intervention de notre ministre des Finances Ueli Maurer, des aides d'urgence ont permis de soutenir nos PME menacées dans leur existence par la crise de Corona », a déclaré Marco Chiesa, président du parti. Ainsi, l'économie ne s'est pas complètement arrêtée. Le Conseil fédéral doit maintenant mettre fin à la situation particulière et renoncer à ses pouvoirs. « Nous avons donc beaucoup de sympathie pour le second référendum sur la loi Covid 19 », a souligné le président du parti. Les délégués ont suivi ce raisonnement et ont choisi à une grande majorité le NON, avec 181 voix contre, 23 pour et 7 abstentions.

## Initiative populaire « Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital » (Initiative à 99%)

Avec l'initiative de 99%, nos PME disposeraient de ressources nettement moins importantes pour stimuler l'innovation ou créer de nouveaux emplois. L'incitation à l'activité entrepreneuriale diminuerait de manière évidente. Mais aussi l'incitation des créateurs potentiels à investir en Suisse. Cela n'affaiblirait pas seulement la Suisse en tant que pôle d'innovation, en fin de compte, des emplois risquent également d'être perdus.

« Avec de telles initiatives de redistribution de l'extrême gauche, ses attaques contre nos valeurs et nos traditions, et son orientation vers une Suisse intolérable de 10 millions d'habitants, la Gauche-pastèque tente de détruire la Suisse », a déclaré le conseiller national Thomas Aeschi, président du groupe parlementaire UDC. Les délégués de l'UDC Suisse ont rejeté cette

initiative socialiste à l'unanimité, avec 211 voix pour, 0 contre et 0 abstentions.

## Modification du code civil suisse « Mariage pour tous »

L'UDC est le seul grand parti à s'opposer au « mariage pour tous ». Outre l'inconstitutionnalité d'un « passage en force » devant le peuple, qui a été dénoncée par les juristes, de nombreuses autres raisons plaident contre l'ouverture du mariage pour tous. La Suisse a besoin non seulement d'une stabilité économique, mais aussi sociale. Le mariage entre un homme et une femme en est une garantie essentielle.

Réserver le mariage aux couples hétérosexuels n'est pas une discrimination légitime et objective, comme le répètent les groupes de lobby et les médias de gauche. En outre, en cas d'acceptation, les enfants seraient délibérément privés de leur droit naturel de grandir chez leur père et leur mère. La coercition et l'intimidation gauchistes ne doivent en aucun cas être récompensées

« Le mariage pour tous condamne les enfants à grandir sans père pour se conformer au rêve d'épanouissement personnel de certains adultes », a déclaré le conseiller national Yves Nidegger (GE). Les délégués de l'UDC Suisse étaient en majorité du même avis et ont clairement rejeté le « mariage pour tous » avec 39 voix pour, 148 contre et 9 abstentions.

Après une année blanche, il s'agissait de la première assemblée des délégués de l'UDC Suisse, au cours de laquelle les délégués pouvaient à nouveau être accueillis personnellement sur place au Forum Fribourg.

# Liberté & Sécurité

Les 7 et 28 novembre, le peuple fribourgeois renouvellera ses autorités législatives et exécutives. L'UDC du Canton de Fribourg présente 110 candidates et candidats au Grand Conseil et 4 candidates et candidats au Conseil d'Etat. Notre parti affiche ainsi son ambition.



Christophe Blaumann  
Président UDC Fribourg  
Courtepin (FR)

En 2020 nous partions avec l'idée d'une candidature unique pour le Conseil d'Etat, à la suite du retrait de la candidature de la personne concernée, nous avons remis l'ouvrage sur le métier. L'annonce de Christian Levrat concernant son retrait de la candidature pour le Conseil d'Etat fribourgeois a quelque peu changé la donne et renforcé notre conception stratégique de partir à 4 candidats. En ce qui concerne l'opportunité d'une candidature à la complémentaire pour le Conseil des Etats, après diverses réflexions et discussions, la priorité a été donnée aux élections cantonales.

110 députés, 7 conseillers d'Etat et en principe 3 Préfectures seront soumis au verdict des urnes en novembre 2021. Nos objectifs sont clairement définis : maintenir, voire accroître nos 21 sièges au Grand Conseil et prendre un siège à l'exécutif. Un siège qui nous fait défaut depuis 1996. Au niveau des Préfectures nous avons des candidats dans les 3 districts où un départ était annoncé, là aussi un potentiel existe de reconquérir les districts.

Pour y arriver 110 candidats au Grand Conseil, 4 au Conseil d'Etat et 3 à la Préfecture du district du Lac, de la Gruyère et de la Sarine. 117 candidats issus de milieux économiques différents, de milieux culturels associatifs et sportifs différents et de régions différentes.

Nos 4 candidats au Conseil d'Etat, 1 femme et 3 hommes foulent le bitume,

le sable ou l'herbe depuis le mois de juillet au gré des manifestations autorisées.

Notre députée sortante, Gilberte Schär, district du Lac, veut maintenir la prospérité de notre économie, comprenant les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. C'est le reflet d'une société saine qui assure une qualité de vie confortable, tant aux personnes actives sur le marché du travail qu'à celles qui ont besoin de soutien. Préserver le système de formation dual fournissant à notre économie des employés qualifiés reste un objectif important.

Philippe Demierre, également député sortant, district de la Glâne, s'engage à ce que notre canton fasse fructifier toute la force qu'il tire de sa diversité linguistique, économique, géographique, sociale et culturelle ! Ensemble, travaillons et avançons pour et avec Fribourg !

Autre député sortant, Adrian Brügger, district de la Singine, milite pour des finances saines. La formation et la formation continue, ainsi que le développement et la promotion d'entreprises saines et de l'emploi dans l'économie et l'agriculture sont trois points forts qui doivent encore davantage être développés.

Quant à notre candidat David Papaux, conseiller général en ville de Fribourg, il s'engage pour favoriser l'économie et l'entrepreneuriat, simplifier les contraintes administratives, offrir plus d'autonomie à nos aînés, encourager la pratique du sport et des structures sportives performantes.

Ensemble nous voulons promouvoir la liberté économique, la responsabilité individuelle, une écologie réaliste et également la solidarité entre les générations, les villes et la campagne et les classes sociales. Toutes ces valeurs restent chères à notre patrie et à notre parti.

Notre stratégie, notre esprit combatif, notre unité doivent inmanquablement conduire à sortir victorieux cet automne. La population fribourgeoise a manifesté sa volonté de changement le 13 juin, elle le confirmera les 7 et 28 novembre. Bon vent à toutes nos candidates et tous nos candidats !



au Conseil d'Etat / in den Staatsrat

## Liberté & Sécurité



# Revenons à la normalité !

**Le 11 août, le Conseil fédéral a proclamé la phase de normalisation. Mais elle n'offre pas la perspective d'une normalité. C'est pourquoi elle a maintenant besoin du peuple pour remettre la Suisse sur le chemin de la liberté et de la responsabilité individuelle. Une approche sobre et pragmatique est à l'ordre du jour.**



par David Trchsel  
Président Jeunes UDC  
Député, Bâle (BS)

Alors que le Conseil fédéral avait promis que le certificat Covid serait supprimé d'ici la fin de l'été, il parle aujourd'hui de l'étendre même aux restaurants et à d'autres domaines. En outre, le Conseil fédéral a affirmé que la vaccination protège également d'autres personnes et que les jeunes devraient donc également être vaccinés par solidarité. Le 3 août dernier, l'OFSP a pourtant déclaré que les personnes vaccinées peuvent transmettre le coronavirus autant que les personnes non vaccinées. La vaccination des enfants et des jeunes adultes en tant qu'acte de solidarité est donc un non-sens total. En outre, le Conseil fédéral a laissé entrevoir la possibilité de lever ses mesures coercitives dès que tous les adultes désireux de se faire vacciner l'auront été. A l'heure actuelle, tous les adultes désireux de se faire vacciner l'ont été. Mais rien ne laisse présager la levée de ces mesures. En fait, il semble plus réaliste de croire que des mesures supplémentaires seront introduites que de penser que les mesures existantes seront abrogées.

## Une fois de plus, ce sont les travailleurs qui trinquent

Le Conseil fédéral ne s'embarrasse pas de ces contradictions. Il continue à s'accrocher à ses pouvoirs et à sa politique de mesures qui ont lamentablement échoué. Même si l'on fait abstraction des dettes qui se chiffrent en milliards, des services psychiatriques surpeuplés ou des faillites d'entreprises, on arrive à la conclusion que la politique des mesures prises autant qu'envisagées est un cuisant échec. Le meilleur exemple se passe en ce moment même, ces jours et ces dernières semaines. Malgré le certificat Covid et d'autres

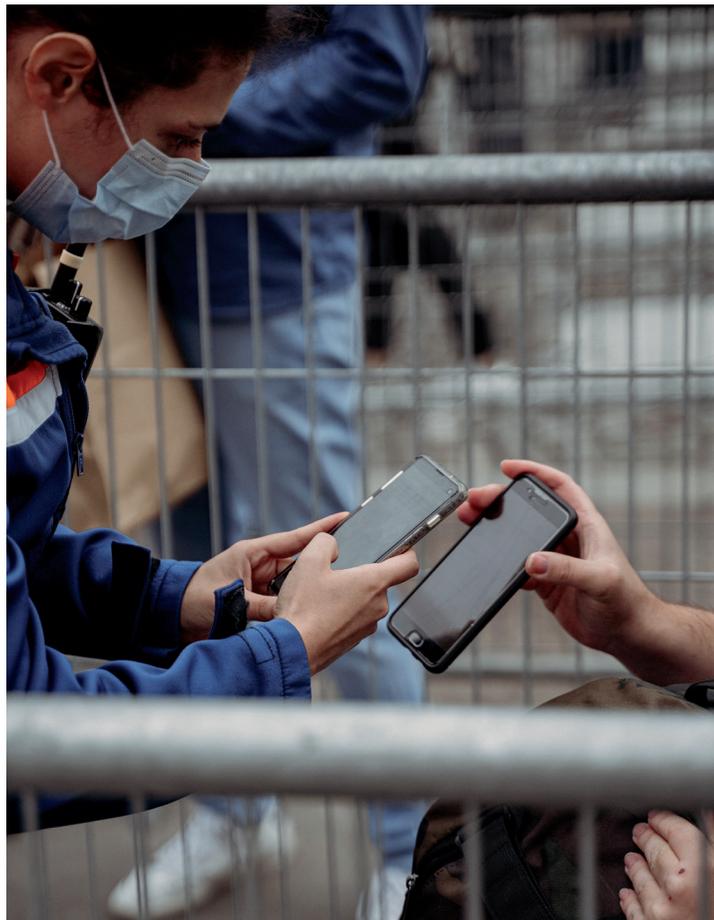
mesures restrictives, le nombre de cas explose à nouveau. C'est un fait incontestable ! A titre de comparaison : à la même époque l'année dernière, il n'y avait pas de vaccination, pas de certificat Covid et presque aucune mesure contraignante. Or, le nombre de cas était quasiment dix fois inférieur à celui d'aujourd'hui. Les mesures actuelles ne sont donc qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

Pour sortir de cette crise, le peuple doit maintenant retirer ses pouvoirs au Conseil fédéral par voie de référendum et rétablir lui-même la normalité. En tout cas, nous ne pouvons plus continuer comme jusqu'à ce jour.

Les jeunes sont remontés contre les seniors, les vaccinés contre les non-vaccinés. Les gens sont divisés, remontés les uns contre les autres, et les droits fondamentaux ressemblent à des chiffons de papier. Dans quasiment tous les secteurs, les industries à bas salaires telles que l'hôtellerie, le tourisme, la culture, le sport et les loisirs, les mesures restrictives restent la norme. De plus, dans ces mêmes secteurs, les salaires sont loin d'atteindre les niveaux d'avant Corona. Une fois encore, ce sont les « bosseurs » qui sont le plus durement touchés.

## Il faut cesser de mater les citoyens responsables

Il est grand temps de mettre fin à cette vaccination obligatoire par un NON au nou-



**Le durcissement de la loi Covid, sur lequel nous voterons le 28 novembre, prévoit l'extension des droits spéciaux du Conseil fédéral, la standardisation du traçage numérique et le passeport Covid généralisé. Une société à deux classes est en train de se créer, c'est pourquoi l'UDC rejette la loi Covid.**

veau projet de loi Covid, d'abroger les compétences du Conseil fédéral et de s'engager ainsi sur la voie de la normalité. Ne cédon pas à l'habitude de voir notre vie entière régie par l'État. Nous sommes des citoyens matures, nous n'avons pas besoin de condescendance, et nous sommes parfaitement capables de prendre soin de notre santé nous-mêmes, de faire face au virus et de vivre de manière pragmatique et responsable. Notre credo devrait être : un départ vers la normalité au lieu de la résignation, l'unification de notre pays au lieu de la division de la population, le bon sens au lieu de la panique des médias, la liberté au lieu de la coercition de l'État. C'est pourquoi je dis NON au nouveau projet de loi Covid.

# Non à l'apaisement par la discrimination

Les négociations sur l'accord-cadre ayant été interrompues, le Conseil fédéral, soutenu par tous les autres partis, veut maintenant verser le milliard de cohésion à l'UE en guise de "paiement d'apaisement". La Suisse devrait payer cette contribution même si l'UE continue à nous discriminer !



par Magdalena Martullo-Blocher  
Conseillère nationale  
Lenzerheide (GR)

L'UDC constate avec satisfaction que le Conseil fédéral a rompu les négociations sur l'accord-cadre institutionnel. Nos décennies de lutte ont porté leurs fruits ! Nous espérons désormais que les contacts ultérieurs et les négociations ponctuelles entre la Suisse et l'UE se dérouleront sur un pied d'égalité et que les traités actuels seront également respectés par l'UE. Toute discrimination, telle que la non-reconnaissance de la bourse suisse et la non-reconnaissance d'homologations de produits déjà reconnus,

doit être systématiquement contestée par la Suisse, et son abolition exigée et appliquée, si nécessaire par des contre-mesures.

## Des projets douteux financés par l'argent des contribuables ?

Lorsque dix États d'Europe centrale et orientale ont adhéré à l'UE en 2004, suivis plus tard par la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie, la Suisse s'est déclarée prête à soutenir ces États "de manière volontaire et autonome" par des fonds. Après tout, ces États étaient économiquement sous-développés. À ce jour, la Suisse a déjà payé 7 milliards de francs suisses. Voici quelques exemples de projets qui ont été soutenus : un projet touristique dans les Carpates polonaises pour 4,8 millions de francs (depuis quand des projets en Suisse ont-ils reçu autant ?), le suivi d'espèces animales protégées pour 1

million de francs, la réévaluation de l'histoire des forges en Slovaquie pour 1,2 million de francs.

En République tchèque, ces fonds ont été utilisés pour assurer le suivi des conducteurs en état d'ivresse dans le cadre d'un programme ad hoc et pour étendre la protection des frontières par des mesures favorisant des postes frontières moins fréquentés. Est-ce là l'objectif de ces services de soutien ? Et maintenant 1,3 milliard de francs supplémentaires devraient être versés à l'UE.

## Investir le milliard de cohésion au profit de la population suisse

Nous sommes inquiets de constater que le Conseil fédéral et les autres partis veulent payer ce milliard de cohésion malgré la discrimination de l'UE. Sous le couvert d'une "redevance d'accès au marché" unique au monde, l'UE doit être servie sur un plateau. L'UDC s'y oppose fermement ! Beaucoup de ces pays ont déjà une croissance économique plus élevée et un taux de chômage plus faible que la Suisse et nous enlèvent ainsi directement des emplois. Il est intéressant de noter que les pays de l'EEE ne sont désormais plus disposés à continuer à payer leurs milliards de cohésion sans condition. Alors pourquoi la Suisse devrait-elle faire un tel geste ?

Pour l'UDC, il est clair que le versement du milliard de cohésion et la discrimination de l'UE doivent être strictement rejetés. Nous appelons le Conseil fédéral et les autres partis à ne pas régler ce milliard de cohésion demandé par l'UE. Au lieu de cela, cet argent pourrait aller aux gens d'ici en Suisse, par exemple pour garantir les pensions de nos retraités. C'est pour cela que l'UDC fait campagne !



Au lieu de céder au chantage de l'UE sur le milliard de cohésion, l'UDC propose d'utiliser cet argent pour assainir l'AVS.



**Anéantir  
les PME et les  
emplois ?**

**NON**  
à l'initiative 99%  
de la gauche radicale